

***Seconde lettre ouverte à Madame Catherine Bréchnignac, Présidente du CNRS,
avec copie à Mme Valérie Pécresse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche***

Madame la Présidente,

Nous sommes au regret de constater que vous vous êtes retranchée dans le silence, refusant de vous exprimer sur l'affaire Joseph Illand/Vincent Geisser comme de réagir à notre demande de mener librement notre recherche, même lorsqu'elle porte sur l'islam, sans avoir à redouter l'ingérence d'un fonctionnaire de défense.

Nous savons que le service de ce même fonctionnaire a fait pression encore cette semaine sur un collègue en sciences dures, disposant d'un blog hébergé par un serveur dépendant du CNRS, pour que pas un mot n'y filtre sur l'injustice qui frappe V. Geisser, bloquant ce blog jusqu'à ce qu'en soit retiré le texte incriminé.

V. Geisser n'est pas la première ni la seule victime du fonctionnaire de défense du CNRS. Les témoignages affluent de ceux qui ont été ses cibles, qui démontrent que c'est l'islam qui pose problème au fonctionnaire de défense, non point les questions de sécurité.

Vous paraissez tenir pour rien les 4 200 signataires de notre appel, appartenant au monde de la recherche, de l'enseignement, des lettres et des arts. Les principales associations professionnelles en sciences sociales, des directeurs de laboratoires nous ont rejoints.

L'appel que nous avons lancé est sans rapport avec les mouvements ayant touché les universités au cours des derniers mois. Mais une chose est sûre : votre silence consommera la rupture du contrat de confiance entre le CNRS et ses chercheurs. Et cette confiance ne risque pas de se rétablir de sitôt si vous ne faites pas, sans délai, un geste fort et clair.

Annulez la procédure disciplinaire engagée.

Garantissez-nous que notre liberté d'enseigner, de faire de la recherche et de penser ne sera plus jamais entravée, dans les institutions qui nous emploient, par les menées indues d'un fonctionnaire de défense, dont nous ne connaissons même pas les attributions exactes. Que nos mails et nos blogs ne seront pas passés au filtre du CNRS aujourd'hui, et demain d'autres institutions, pour nous surveiller et pour nous empêcher de nous exprimer.

Rappelez à tous que seuls nos pairs ont compétence et légitimité à nous juger.

En un temps où la compétitivité et l'excellence sont plus que jamais les mots d'ordre, le CNRS traite ses chercheurs, son immense capital intellectuel, comme le font les sociétés non démocratiques. Beaucoup de nos collègues étrangers, légitimement indignés, ont commencé de signer notre appel et d'en faire circuler le texte, en français et en anglais.

Madame la Présidente, agissez avant qu'il ne soit trop tard : rétablissez la confiance au sein de votre propre institution et évitez que cette dernière ne soit définitivement déconsidérée au sein du monde universitaire, savant et intellectuel français et international.

Le Comité